

ASSOCIATION RIVE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Assemblée générale d'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 décembre 2025

ASSOCIATION RIVE

Siege social : 21, rue Malartic - 97400 SAINT-DENIS

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2025

Aux Adhérents,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association **RIVE**, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

OBSERVATION

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « Principes et méthodes comptables – Principes généraux - Changement de méthode » de l'annexe qui expose le changement de méthode comptable correspondant à la première application du règlement ANC n°2022-06 relatif à la modernisation des états financiers.

JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne l'évaluation des fonds dédiés.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VÉRIFICATION DU RAPPORT DE GESTION ET DES AUTRES DOCUMENTS ADRESSÉS AUX MEMBRES DE L'ASSOCIATION APPELÉS À STATUER SUR LES COMPTES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe au président d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

.../...

RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par le conseil d'administration, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par le conseil d'administration de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

À Saint-Denis, le 2 avril 2026

Le Commissaire aux comptes :



EXA
SOCIÉTÉ DE COMMISSAIRES AUX COMPTES
Franck LOUSSOUARN

Actif		Au 31/12/2025			Au 31/12/2024
		Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	Montant net
Frais d'établissement (I)					
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles	Frais de développement Donations temporaires d'usufruit Concessions, brevets, licences, marques, procédés, solutions informatiques, droits et valeurs similaires ⁽¹⁾ Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes TOTAL			
	Immobilisations corporelles	Terrains Constructions Installations techniques, mat. et outillage industriels Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes TOTAL	1 075 277 599 386 478 665 153	24 181 636 483 491	1 050 95 962 3 268 106 009
	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
	Immobilisations financières	Participations Créances rattachées à des participations Autres titres immobilisés Prêts Autres immobilisations financières TOTAL	1 600 10 171 11 771	1 600 10 171 11 771	600 1 060 10 171 11 831
	Total (II)				
	676 924 181 661 495 262 117 840				
	Stocks et en cours				
	Créances ⁽²⁾	Créances clients, usagers et comptes rattachés Créances reçues par legs ou donations Autres créances Charges constatées d'avance TOTAL	24 565 128 028 9 928 162 522	24 565 7 128 021 9 928 162 515	34 296 42 462 10 802 87 562
	Divers	Instruments financiers à terme et jetons détenus Disponibilités	200 000 1 100 519	200 000 1 100 519	200 000 1 305 766
	Total (III)				
Frais d'émission des emprunts (IV)					
Primes de remboursement des emprunts (V)					
Écart de conversion et différence d'évaluation - Actif (VI)					
TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V+VI)		2 139 966	181 668	1 958 298	1 711 169
Renvois	(1) Dont droit au bail				
	(2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières				
	(3) Dont à plus d'un an (brut)				

Comptes annuels annexés au rapport
du commissaire aux comptes

Comptes annuels annexés au rapport
du commissaire aux comptes

Passif		Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Fonds propres	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires	287 762	287 762
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres réserves	761 708	666 687
	Report à nouveau	222 089	247 118
	Excédent ou déficit de l'exercice	139 885	69 992
	Situation nette (sous-total)	1 411 446	1 271 561
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées	78 117	78 117
Total (I)		1 489 563	1 349 678
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total (I bis)			
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés	178 103	196 795
Total (II)		178 103	196 795
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
Total (III)			
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾	149 284	182
	Emprunts et dettes financières diverses ⁽²⁾	1 697	1 418
	Instruments financiers à terme		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	25 230	54 495
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	113 888	103 608
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes		4 459
	Produits constatés d'avance	530	530
Total (IV)		290 630	164 694
Écart de conversion et différences d'évaluation - Passif (V)			
TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)		1 958 298	1 711 169
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
	(2) Dont emprunts participatifs		

31/12/2025

Compte de résultat

		Du 01/01/2025 Au 31/12/2025 12 mois	Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations	1 620	1 490
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens	13 456	
	<i>dont ventes de dons en nature</i>		
	Ventes de prestations de service	12 042	29 637
	<i>dont parrainages</i>		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	1 511 621	1 578 970
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public	4 111	6 856
	<i>Dons manuels</i>	4 111	6 856
	<i>Mécénats</i>		
	<i>Legs, donations et assurances-vie</i>		
	Contributions financières	17 134	
	Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	160 080	10 050
	Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	11 000	
	Utilisations des fonds dédiés	52 960	61 461
	Autres produits	29 681	93
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (I)		1 813 709	1 688 660
Charges d'exploitation	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes	255 343	287 208
	Aides financières		400
	Impôts, taxes et versements assimilés	16 244	19 182
	Salaires	699 632	660 596
	Cotisations sociales	197 138	250 128
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	33 577	33 741
	Dotations aux provisions		12
	Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées		
	Reports en fonds dédiés	34 268	62 100
	Autres charges	442 725	332 863
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (II)		1 678 929	1 646 232
1. Résultat d'exploitation (I-II)		134 779	42 428
Produits financiers	De participations		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	9 058	11 552
	Reprises sur dépréciations et provisions		
	Différences positives de change		
	Produits des immobilisations financières cédées		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (III)		9 058	11 552
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées	2 230	
	Différences négatives de change	26	10
	Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
TOTAL DES CHARGES FINANCIERES (IV)		2 257	10
2. Résultat financier (III-IV)		6 800	11 542
3. Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV)		141 580	53 970

Comptes annuels annexés au rapport
du comité de surveillance aux comptes

31/12/2025
Compte de résultat

	Du 01/01/2025 Au 31/12/2025 12 mois	Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois
Produits exceptionnels (V) Total		18 149
Charges exceptionnelles (VI) Total		
4. Résultat exceptionnel (V-VI)		18 149
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	1 695	2 127
Total des produits (I + III + V)	1 822 767	1 718 361
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	1 682 882	1 648 369
EXCÉDENT OU DÉFICIT	139 885	69 992
Évaluation des contributions volontaires en nature		
Contributions volontaires en nature		
Dons en nature	162	1 605
Prestations en nature		
Bénévolat	3 502	211
Total	3 664	1 816
Charges des contributions volontaires en nature		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens	162	211
Prestations en nature		
Personnel bénévole	3 502	1 605
Total	3 664	1 816

Comptes annuels annexés au rapport
du commissaire aux comptes

Table des matières

1	Descriptions de l'entité	3
2	Principes et méthodes comptables	6
2.1	Principes généraux	6
3	Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat	8
3.1	Informations relatives à l'actif	8
3.1.1	Mouvements des postes d'immobilisations, amortissements et dépréciations	8
3.1.2	Dépréciations de l'actif circulant	10
3.1.3	État des échéances des créances à la clôture de l'exercice	10
3.2	Informations relatives au passif	10
3.2.1	État des échéances des dettes à la clôture de l'exercice	10
3.2.2	Variation des fonds propres	11
3.2.3	Variation des fonds dédiés	13
3.3	Informations relatives au compte de résultat	15
3.3.1	Précisions relatives à certains éléments	15
3.3.2	Honoraires des commissaires aux comptes	15
3.3.3	Détermination du résultat effectif global de l'entité	16
3.3.4	Concours publics et subventions	16
3.3.5	Contributions volontaires en nature	16
4	Informations relatives aux opérations et engagements hors bilan	17
4.1	Engagements pris en matière de crédit-bail	17
4.2	Engagements pris en matière de crédit-bail - informations complémentaires	17

Comptes annuels annexés au rapport
du commissaire aux comptes

1 Descriptions de l'entité

1. Objet social

RIVE (Réunion Immunodéprimés Vivre et Écouter) est créée en février 1994, sous l'égide d'Adrien, un patient originaire de Cilaos, entouré par d'autres personnes séropositives et de quelques soignants.

À l'époque, les personnes vivant avec le VIH sont souvent rejetées par leur entourage et beaucoup d'entre elles meurent seules à l'hôpital. Interpellés par leur solitude et leur désespoir, les fondateurs de RIVE souhaitent créer une entraide et favoriser la solidarité à travers l'écoute, le partage et le soutien.

Très tôt, des patients décident de témoigner ouvertement de leur infection.

Avec l'arrivée des trithérapies en 1996, le VIH/SIDA, jadis infection mortelle, se transforme en pathologie chronique redonnant de l'espoir à toute une génération de malades.

RIVE crée de nouveaux axes d'interventions visant à accompagner les patients non pas à la mort, mais à la vie. Il s'agit notamment de la réinsertion sociale et professionnelle, correspondant à de nouveaux besoins des usagers.

Dès 1996, RIVE accueille des patients franco-malgaches et franco-mauriciens qui, faute d'accès aux traitements antirétroviraux dans leur pays respectif, sont condamnés à mourir.

Très vite, l'association, en partenariat avec le service d'immunologie du CHD de Bellepierre, décide de se battre pour l'ensemble des personnes porteuses du virus des îles de l'océan Indien.

Les années suivantes, de nombreuses actions d'accueil de patients et de formation en direction du personnel de santé de la zone sont mises en place.

Souvent, l'amélioration du pronostic lié à l'infection à VIH fait passer cette dernière au second plan, derrière d'autres pathologies associées tels l'usage de drogues, les conduites addictives, les hépatites virales et les IST (Infections Sexuellement Transmissibles).

RIVE ajoute donc dans ses statuts la lutte contre les hépatites et particulièrement le VHC (virus de l'hépatite C), la lutte contre les IST, la prévention des grossesses non désirées et de façon générale l'information sur l'ensemble des thématiques liées au domaine de la santé sexuelle.

2. Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

L'association met en place de nombreuses actions de prévention et porte le projet de mettre en œuvre deux à trois campagnes de communication locales grand public à partir de 2003, en travaillant en inter associativité avec les autres associations de lutte contre le sida.

Pour donner suite à l'engagement de plus en plus important de RIVE en matière de coopération régionale l'association RIVE Océan Indien est créée en 2003.

Depuis, RIVE s'occupe uniquement des personnes réunionnaises alors que RIVE Océan Indien est dédiée à la coopération régionale en direction des autres îles : les Comores, Mayotte, Madagascar, Maurice, Rodrigues, Seychelles.

En 2010, le dispositif RIVE ACT (Appartements de Coordination Thérapeutique) voit le jour. RIVE ACT dispose alors d'un parc locatif de 13 appartements pour accueillir des personnes

Comptes annuels annexés au rapport
du commissaire aux comptes

séropositives ou des personnes insuffisantes rénales hémodialysées nécessitant un suivi médical très rapproché.

Avec ce dispositif, RIVE continue donc son ouverture vers la lutte et la prise en charge d'autres pathologies que le VIH/SIDA.

Le dispositif évolue pour proposer 17 places en 2016 et s'ouvrir au public atteint d'affections chroniques.

RIVE dispose également de 14 places en logement temporaire dans le cadre de l'insertion par le logement.

En RIVE ne dispose plus de fonds dédiés à la communication grand public et axe son action sur la prévention de proximité et la promotion de la santé sexuelle et du dépistage.

De nouveaux professionnels intègrent alors l'équipe pour mener à bien les actions :

- α d'éducation à la vie affective et à la sexualité auprès des jeunes,
- α de réduction des risques auprès des populations les plus vulnérables.

La promotion de la santé sexuelle s'effectue également auprès de la population générale au travers de la mise en place de stand lors de manifestations locales ou encore d'actions digitales sur les réseaux sociaux.

La principale volonté pour RIVE est de renforcer les capacités des individus à faire des choix de façon libre et éclairée pour leur santé.

Ainsi, dans une approche globale et positive de la sexualité, RIVE offre des opportunités d'échanger, de réfléchir, de se questionner, de découvrir et d'apprendre.

Chaque action est pensée selon les demandes et les spécificités des publics visés.

3. Moyens mis en œuvre

En 2014, RIVE déménage du Barachois pour s'installer à côté du jardin de l'État, rue Malartic.

Au 31 décembre 2019, l'association arrête son activité d'hébergement temporaire (ALT).

Après plusieurs extensions, l'association est désormais agréée pour 25 places en Appartements de Coordination Thérapeutique (ACT) pour un budget annuel de 1 160 k€ et pour l'année 2025, l'action "ACT Hors Les Murs" est financée en année pleine au titre d'un dispositif de 10 places supplémentaires pour un total de 158 K€

4. Faits caractéristiques d'importance significative

Par décision prise par le Conseil d'Administration réuni le 30 septembre 2025, l'association RIVE a décidé d'abandonner définitivement la créance inscrite au profit de l'association RIVE Océan Indien dans l'attente d'un retour à meilleure fortune.

Cette créance entièrement provisionnée dans les comptes a donc été constatée en perte pour 160 080,87 € et la provision reprise pour le même montant, ce qui n'impacte pas le résultat de l'exercice mais annule les engagements de chaque association l'une envers l'autre.

Comptes annuels annexés au rapport
du commissaire aux comptes

2 Principes et méthodes comptables

2.1 Principes généraux

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du Code de Commerce et des règlements ANC N°2014-03, relatif au Plan Comptable Général, et N°2018-06, relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non-lucratif (en tenant compte de tous les règlements les modifiant à ce jour dans leurs versions consolidées).

Comptes annuels annexés au rapport
du commissaire aux comptes

L'entité ne déroge pas aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'exercice comptable s'est étendu sur 12 mois, du 01/01/2025 au 31/12/2025.

Principales méthodes comptables retenues :

- **Les subventions d'investissement sont comptabilisées en fonds propres.**
- **Notre entité ne provisionne pas ses engagements en matière de pensions, de compléments de retraite, d'indemnités et versements similaires.**

Autres méthodes adoptées :

- **Application des dispositions spécifiques aux établissements et services médico-sociaux prévus dans le règlement ANC n°2019-04**
- **Application de l'arrêté du 27 décembre 2024 relatif au plan comptable applicable aux établissements et services sociaux et médico-sociaux relevant du I de l'article L.312-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles.**

Information(s) d'importance significative nécessaire(s) à la bonne compréhension des comptes annuels qui ne serait pas détaillée par ailleurs dans l'annexe :

Changement de méthode :

Conformément à l'application du règlement ANC n° 2022-06 relatif à la modernisation des états financiers, qui modifie le règlement ANC n°2014-03 relatif au Plan comptable Général, applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025. L'association a opéré un changement de méthode comptable conformément à la réglementation applicable pour l'exercice 2025.

A ce titre, le changement de réglementation appliqué de manière prospective impacte la présentation des comptes de la manière suivante :

- Retraitement des éléments entrant dans le résultat exceptionnel avant l'application du Règlement en résultat courant, dont les éléments de cession d'actifs et les quote-part de subventions rapportées au résultat.
- Suppression de la technique de transferts de charge qui ont été comptabilisés conformément à la nouvelle réglementation en vigueur

Engagement de retraite :

Aucun engagement n'a été valorisé en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées.

L'association n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite. Les engagements de retraite se limitent donc à l'indemnité réglementaire de départ à la retraite.

Une charge à payer a été comptabilisée au titre de cet exercice.

Comptes annuels annexés au rapport
du commissaire aux comptes

Total des indemnités brutes constatées : 12 348 €

Total des charges patronales constatées : 3 754 €

SOIT UN TOTAL DE CHARGES POUR DEPART A LA RETRAITE DE : 16 102 €

Hypothèses de calcul :

✕ départ à la retraite à l'âge de 65 ans,

✕ turn over très faible,

✕ pas d'actualisation,

✕ pas d'application de coefficient de minoration (décès, démission, sexe,...)

Répartition :

Tranche 1 : âge > 65 ans, engagement à moins d'un an = 5 020 €

Tranche 2 : 60 < âge < 65 ans, engagement de 1 à 5 ans = 5 137 €

Tranche 3 : 55 < âge < 59 ans, engagement de 6 à 10 ans = 2 381 €

Tranche 4 : 45 < âge < 54 ans, engagement de 11 à 20 ans = 0 €

Tranche 5 : 34 < âge < 44 ans, engagement de 21 à 30 ans = 3 564 €

Tranche 6 : âge < 35 ans, engagement à plus de 30 ans = 0 €

-

3 Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat

3.1 Informations relatives à l'actif

3.1.1 Mouvements des postes d'immobilisations, amortissements et dépréciations

À leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée le cas échéant dans les conditions suivantes :

- **Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition.**
- **Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production.**
- **Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale.**
- **Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale.**

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés.

Les immobilisations sont amorties selon les méthodes suivantes :

Bureaux : 25 ans en linéaire ;

Immeubles d'habitation : 40 à 100 ans en linéaire ;

Matériels : 6,5 à 10 ans en linéaire ;

Outillages : 5 à 10 ans en linéaire ;

Agencements de bureaux : 10 ans en linéaire ;

Agencements légers : 5 à 6,5 ans en linéaire ;

Matériels de transport : 4 à 5 ans en linéaire ;

Matériels de bureau : 5 à 10 ans en linéaire ;

Matériels informatiques : 3 à 5 ans en linéaire ;

Mobiliers : 10 ans en linéaire ;

1. Tableau des immobilisations – Cadre général

	Montant brut à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant brut à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles	-	-	-	-
Immobilisations corporelles	273 749	411 059	19 656	665 153
Immobilisations financières	11 831	1 000	1 060	11 771
TOTAL	285 580	412 059	20 716	676 924

Comptes annexes annexés au rapport
du commissaire aux comptes

2. Tableau des amortissements – Cadre général

	Amortissements cumulés à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions	Amortissements cumulés à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles	-	-	-	-
Immobilisations corporelles	167 739	33 577	19 656	181 661
Immobilisations financières	-	-	-	-
TOTAL	167 739	33 577	19 656	181 661

3. Tableau des dépréciations

	Dépréciations à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : Dotations de l'exercice	Diminutions : Reprises de l'exercice	Dépréciations à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles	-	-	-	-
Immobilisations corporelles	-	-	-	-
Immobilisations financières	-	-	-	-
Stocks et en-cours	-	-	-	-
Créances	160 087	-	160 080	7
TOTAL	160 087	-	160 080	7

3.1.2 Dépréciations de l'actif circulant

Postes	Au 31-12-2025	Au 31-12-2024
Créances clients et comptes rattachés	-	-
Autres créances	7	160 087
TOTAL	7	160 087

Les dépréciations des autres créances pour un total de 7 € concernent les prêts alloués à des usagers dont le risque de recouvrement est compromis.

3.1.3 État des échéances des créances à la clôture de l'exercice

Créances ^(a)	Montant brut	Échéance à un an au plus	Échéance à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé	10 171	-	10 171
Créances de l'actif circulant	134 997	134 997	-
Charges constatées d'avance	9 928	9 928	-
TOTAL	155 096	144 925	10 171

^(a) À développer si nécessaire

3.2 Informations relatives au passif

3.2.1 État des échéances des dettes à la clôture de l'exercice

Dettes ^(a)	Montant brut	Échéance à un an au plus	Échéance à plus d'un an et cinq ans au plus	Échéance à plus de cinq ans
Emprunts et dettes assimilées	150 762	6 139	27 082	117 540
Fournisseurs et comptes rattachés	25 230	25 230	-	-
Autres dettes	110 464	110 464	-	-
Produits constatés d'avance	530	530	-	-
TOTAL	286 987	142 364	27 082	117 540

^(a) À développer si nécessaire.

3.2.2 Variation des fonds propres

1. Variation des fonds propres

	À l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat		Augmentation	
	Montant	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public
Fonds propres sans droit de reprise	287 762	-	-	-	-
Fonds propres avec droit de reprise	-	-	-	-	-
Écarts de réévaluation	-			-	
Réserves	666 687	95 021	-	-	
<i>dont activité sociale et médico-sociale</i>	666 687	95 021	-	-	
Report à-nouveau	247 118	-25 028	-	-	
<i>dont activité sociale et médico-sociale</i>	213 313	-44 444	-	-	
Excédent ou déficit de l'exercice	69 992	-69 992	-	139 885	-
<i>dont activité sociale et médico-sociale</i>	92 030	-92 030	-	137 690	-
Dotations consommables	-	-	-	-	-
Subventions d'investissement	-			-	
Provisions réglementées	78 117			-	
TOTAL	1 349 678	-	-	139 885	-

Comptes annuels annexés au rapport
du commissaire aux comptes

	Diminution ou consommation		À la clôture de l'exercice
	Montant	Dont générosité du public	Montant
Fonds propres sans droit de reprise	-	-	287 762
Fonds propres avec droit de reprise	-	-	-
Écarts de réévaluation	-		-
Réserves	-		761 708
<i>dont activité sociale et médico-sociale</i>	-		761 708
Report à-nouveau	-		222 089
<i>dont activité sociale et médico-sociale</i>	-		168 868
Excédent ou déficit de l'exercice	-	-	139 885
<i>dont activité sociale et médico-sociale</i>	-	-	137 690
Dotations consommables	-	-	-
Subventions d'investissement	-		-
Provisions réglementées	-		78 117
TOTAL	-	-	1 489 563

Comptes annuels annexés au rapport
du commissaire aux comptes

3.2.3 Variation des fonds dédiés

	Projets	À l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations	
				Montant global	Dont remboursements
Fonds dédiés issus des subventions	AAP CGSS Santé	859	-	859	-
	DJSCS Equipement	1 006	-	-	-
	ARS CPOM 25-27 Année1	-	7 533	-	-
	DRDFE Click & Protect	-	3 375	-	-
	AAP Prévention REGION	-	674	-	-

Comptes annuels annexés au rapport
du commissaire aux comptes

Contributions financières des autorités de tarification aux entités gestionnaires d'ESSMS	Actions ACT ESMS	-	-	-	-
	ARS ACT Surcoût Covid	29 806	-	4 429	-
	ARS PRI/Equipement ACT	37 985	-	16 903	-
	ACT HLM	13 783	-	2 232	-
	ARS Formation FD23	12 795	-	12 795	-
	ARS R.H. FD23	17 740	-	557	-
	ARS Investissement FD23	19 491	-	3 262	-
	ARS Bien être FD23	14 896	-	11 922	-
	ARS Taxes Foncières FD24	46 700	-	-	-
	ARS Formation FD24	1 735	-	-	-
	ARS QVCT FD25	-	6 042	-	-
	ACT Travaux Mise aux normes FD25	-	1 944	-	-
	ARS RGPD FD 25	-	6 304	-	-
	ARS Travaux ERP Saint André FD25	-	8 396	-	-
	TOTAL	196 796	34 269	52 961	-

Fonds dédiés issus des subventions	Projets	Transferts	À la clôture de l'exercice	
			Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
	AAP CGSS Santé	-	-	-
	DJSCS Equipement	-	1 006	-
	ARS CPOM 25-27 Année1	-	7 533	-
	DRDFE Click & Protect	-	3 375	-
	AAP Prévention REGION	-	674	-

Comptes annuels annexés au rapport
du commissaire aux comptes

Contributions financières des autorités de tarification aux entités gestionnaires d'ESSMS	Actions ACT ESMS	-	-	-
	ARS ACT Surcoût Covid	-	25 376	-
	ARS PRI/Equipement ACT	-	21 082	-
	ACT HLM	-	11 550	-
	ARS Formation FD23	-	-	-
	ARS R.H. FD23	-	17 183	-
	ARS Investissement FD23	-	16 228	-
	ARS Bien être FD23	-	2 974	-
	ARS Taxes Foncières FD24	-	46 700	-
	ARS Formation FD24	-	1 735	-
	ARS QVCT FD25	-	6 042	-
	ACT Travaux Mise aux normes FD25	-	1 944	-
	ARS RGPD FD25	-	6 304	-
	ARS Travaux ERP Saint André FD25	-	8 396	-
TOTAL		-	178 104	-

3.3 Informations relatives au compte de résultat

3.3.1 Précisions relatives à certains éléments

1. Produits à recevoir et charges à payer au titre de l'exercice

Produits à recevoir	Montants	Charges à payer	Montants
Produits s/formation à rec. 4387	5 242	Intérêts courus s/emprunts 168	449
Produits s/ct aidés à recr 4487	387	Factures à recevoir 408	15 382
Produits s/partenariat à rec. 4487	8 567	Provision/congés payés CP 4282	39 645
		Provision/retraite IDR 4283	12 348
		Provision/précarité IPE 4286	1 018
		Charges sociales s/CP-IDR-IPE 438	17 412
		Impôts courus s/placements 4486	24
TOTAL	14 196	TOTAL	81 012

Comptes annuels annexés au rapport
du commissaire aux comptes

3.3.2 Honoraires des commissaires aux comptes

1. Honoraires des commissaires aux comptes certifiant les comptes

	Cabinet EXA	-
Honoraires afférents à la certification des comptes	7 330	-
Honoraires afférents à la certification des informations en matière de durabilité (*)	-	-
Honoraires afférents aux services autres que la certification des comptes et la certification des informations en matière de durabilité	-	-
TOTAL	7 330	-

(*) pour les missions prévues au II de l'article L.821-54 du code de commerce

2. Honoraires des commissaires aux comptes ne certifiant pas les comptes ou des organismes tiers indépendants pour la certification des informations en matière de durabilité

	-	-
Honoraires afférents à la certification des informations en matière de durabilité (*)	-	-

(*) pour les missions prévues au II de l'article L.821-54 du code de commerce pour les commissaires aux comptes et à l'article L.822-24 du code de commerce pour les OTI

3.3.3 Détermination du résultat effectif global de l'entité

	Exercice N	Exercice N-1
RÉSULTAT COMPTABLE	139 885	69 992
Reprise du résultat antérieur	-	-
EXCÉDENT OU DÉFICIT EFFECTIF GLOBAL	139 885	69 992
Dont résultat effectif sous gestion propre	2 194	19 416
Dont résultat effectif sous gestion contrôlée	137 690	50 575

Comptes annuels annexes au rapport
du commissaire aux comptes

3.3.4 Concours publics et subventions

Nature	Libellé	Montant	Catégorie d'autorité administrative
Concours publics	Financement ACT 2025	1 319 056	ETAT - ARS
Subvention d'exploitation	ASP AIDE Contrats aidés	6 799	ETAT ASP
Subvention d'exploitation	ARS Prévention/Trod/Drdfe	130 680	ETAT
Subvention d'exploitation	Département Prévention	8 000	Collectivité territoriale
Subvention d'exploitation	Région Prévention	5 000	Collectivité territoriale
Subvention d'exploitation	Communes St Denis & St André	18 000	Collectivité territoriale
Subvention d'exploitation	Partenaires (Sidaction, CHU)	24 086	Autres
TOTAL		1 511 621	

3.3.5 Contributions volontaires en nature

	Montant
Contributions volontaires en nature	
Dons en nature	162
Prestations en nature	-
Bénévolat	3 502
TOTAL	3 664
Charges sur contributions volontaires en nature	
Secours en nature	-
Mises à disposition gratuite de biens	162
Prestations en nature	-
Personnel bénévole	3 502
TOTAL	3 664
SOLDE	-

Les heures de bénévolat s'élèvent à 231,50 heures sur l'exercice 2025.

Le bénévolat a donc été valorisé au taux du SMIC sur l'exercice 2025 calculé à 11,88 €uros brut de l'heure chargé au taux moyen de charges patronales de 27,36 %.

Le total des contributions volontaires ayant pour origine la valorisation du bénévolat s'élève à 231,50 h x 11,88 € x 1,2736 soit 3 502,29 Euros.

4 Informations relatives aux opérations et engagements hors bilan

4.1 Engagements pris en matière de crédit-bail

Contrats de crédit-bail	Montant des redevances restant à payer à la clôture de l'exercice	Prix d'achat résiduel
YARIS GW 886 HL	18 766	1
YARIS GW 787 HL	18 766	1
-	-	-

Comptes annuels annexés au rapport
du commissaire aux comptes

4.2 Engagements pris en matière de crédit-bail - informations complémentaires

	Valeur à la signature du contrat	Coût d'entrée de l'actif	Dotations aux amortissements théoriques		Valeur nette
			De l'exercice	Cumulées	
Véhicules 2 YARIS	45 576	45 576	9 115	15 109	30 467
TOTAL	45 576	-	9 115	15 109	30 467

	Redevances payées		Redevances restant à payer			Prix d'achat résiduel
	De l'exercice	Cumulées	À moins d'un an	D'un à cinq ans	À plus de cinq ans	
Véhicules 2 YARIS	11 259	18 766	11 259	26 272	-	2
-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	11 259	18 766	11 259	26 272	-	2

ASSOCIATION RIVE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES

Assemblée générale d'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 décembre 2025

ASSOCIATION RIVE

Siege social : 21, rue Malartic - 97400 SAINT-DENIS

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES

Exercice clos le 31 décembre 2025

Aux Adhérents,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS SOUMISES À L'APPROBATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.

À Saint-Denis, le 2 avril 2026

Le Commissaire aux Comptes :



EXA
SOCIÉTÉ DE COMMISSAIRES AUX COMPTES

Franck LOUSSOUARN